

*Questions orales*

**Mme le Président:** A l'ordre. Je m'interroge quant à moi sur la recevabilité de la question du député, puisqu'elle porte sur des séances de comité. Ces questions n'ont pas leur place à la Chambre.

**M. Nielsen:** Pas du tout, madame le Président. Si j'avais pu poser ma question en entier, on aurait compris que je ne demandais pas de renseignements sur les séances de comité. Je demande donc . . .

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. On n'avait encore rien compris après quelques phrases. J'invite le député à entrer dans le vif du sujet pour que je voie si sa question est recevable.

**M. Nielsen:** Le compte rendu va nous montrer que j'ai été deux fois sur le point de poser ma question.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nielsen:** Je demande donc au premier ministre—si ces chacals pouvaient cesser de japper—étant donné l'importance qu'il accorde à la présence des libéraux à ces séances, s'il pourrait faire en sorte, par l'entremise du responsable, le ministre de la Justice, que les députés libéraux assistent aux séances du comité, afin de ne pas en retarder les travaux?

**Mme le Président:** A l'ordre. Cette question n'est évidemment pas recevable.

\* \* \*

[Français]

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LE RAPPORT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Hier, à la Chambre, le chef de l'opposition faisait état du rapport du Fonds monétaire international en fonction de la situation économique du Canada. Je ne sais, madame le Président, s'il a effectivement pris connaissance de ce rapport. A tout événement, j'aimerais demander au ministre des Finances si, effectivement, tel que le mentionnait le chef de l'opposition hier, on parlait de la situation du Canada, et si on parlait de son déficit, mais si on ne parlait pas aussi de la situation du redressement de la condition économique du Canada.

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, j'avais pensé que l'honorable chef de l'opposition s'était absenté la semaine dernière pour faire ses classes quant à la situation économique. Je dois constater, malheureusement, qu'il a ou bien fait l'école buissonnière, ou vraiment qu'il est un bien mauvais étudiant.

Il s'est référé à un rapport du Fonds monétaire international qui a été publié dimanche, et il a fait certaines affirmations

concernant le déficit canadien. Je dois lui dire que s'il s'était donné la peine de lire ce rapport, il constaterait que nulle part dans ce document on n'indique que le Canada a le déficit le plus important des sept grands pays industrialisés, et en outre on n'établit nulle part un rang ou une classification des pays en ce qui concerne le déficit par rapport à leur produit national brut. Au contraire, ce rapport dit particulièrement au sujet du Canada, à la page 39 . . .

**Mme le Président:** A l'ordre! On fait beaucoup d'efforts afin que les questions soient courtes, mais il faut que les réponses le soient également.

**M. Lalonde:** Madame le Président, il est très clair que le chef de l'opposition a induit la Chambre en erreur, hier, à ce sujet. En fait, ce rapport indique clairement que le Canada, et je cite en anglais:

[Traduction]

. . . est allé plus loin pour rétablir des conditions de croissance soutenue et (a), par conséquent, assuré à son économie des perspectives plus étendues d'expansion . . .

[Français]

Comparativement à des pays comme la France, l'Italie et un très grand nombre de pays industrialisés moins importants.

\* \* \*

● (1450)

[Traduction]

### L'INDUSTRIE

#### WHITE FARM EQUIPMENT LTD.—L'OFFRE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Madame le Président, les libéraux sont extrêmement heureux, car ils viennent de découvrir que le Canada devançait de justesse l'Italie.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**Mme le Président:** A l'ordre. Nous sommes à la période des questions.

**M. Malone:** Vous n'avez pas à me reprendre, madame le Président, je ne suis pas un néo-démocrate.

Je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Hier, le député de Kindersley-Lloydminster a demandé:

Lui ou le gouvernement, officiellement ou officieusement, se sont-ils opposés à la vente par le syndicat des avoirs de White Canada à White U.S.A . . .

. . . c'est-à-dire à une offre d'une société américaine.

Le ministre a répondu:

. . . nous ne sommes pas en faveur du projet . . .